Néanmoins, si nous n'adhérons pas aux principes d'excellence qui conduisent à l'exclusion, nous sommes viscéralement opposés à d'autres principes d'exclusion, xénophobes ceux-là, ceux de Marine Le Pen prônant préférence et repliement nationaux**. Aussi, **nous appelons à s'opposer au Front National et à voter contre Marine Le Pen. Nous appelons aussi à manifester ce 1er mai 2017, pour le progrès social, la défense des services publics et contre les idées xénophobes et antidémocratiques de l'extrême droite.**

Le 1er mai à Montpellier, 10h30, place de Zeus, Antigone.

** L'Isite Muse (Montpellier Université d'Excellence) fait partie des dispositifs du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA), piloté par le commissariat général à l'Investissement (CGI), véritable ministère bis de l'ESR. Si Montpellier connait les Equipex et Labex depuis plusieurs années, le site n'a jamais réussi à obtenir d'IdEX et après plusieurs tentatives a finalement réussi à obtenir un sous-Idex, un Isite à portée plus restreinte devant définir un périmètre d'excellence. Pour Muse, ce sera «□ Nourrir, Soigner, Protéger□ », thématiques sur lesquelles vous devrez émarger si vous voulez profiter des 17 M€ et si bien sûr vous faites partie de l'un des 19 organismes partenaires (UM, CNRS, INRA, IRD…). Les représentants syndicaux élus au CT de l'UM étaient amenés le 24 avril 2017 à s'exprimer sur la création et les statuts d'une fondation universitaire de coopération scientifique pour gérer ces 17 M€. A cette occasion, nous avons rappelé notre opposition à cette politique et émis un avis négatif sur la mise en place et la forme d'une telle structure. (Avis du CT UM□ : Contre (3, FSU, CGT, SUD), Abstention (6, UNSA, SNPTES)). Le problème principal est le manque total de démocratie avec l'absence totale de représentant du personnel ou des usagers. La politique de cette fondation peut donc se substituer à toute politique construite ou concertée par les communautés au sein de nos instances démocratiques (conseils d'UFR, de DS, conseils centraux…).*

** Communiqué national FSU, le 24 avril 2017

Élections présidentielles□ : pas une voix pour le Front national□ !

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle indiquent que la représentante du Front national est qualifiée pour le second tour.

La FSU considère avec une extrême gravité la montée de l'extrême droite dans notre pays.

Depuis des années, la FSU prend une part active pour la combattre. Elle s'est encore récemment adressée à toutes et tous les agent-es de la Fonction publique pour les alerter sur la dangerosité du Front national pour notre démocratie.

Une arrivée au pouvoir du Front national est inenvisageable pour la FSU.

Outre les replis nationalistes, les discours de haine et de racisme, le programme du Front National est contraire aux objectifs et valeurs de solidarité, justice sociale, égalité et de paix que porte la FSU. Compte tenu des pouvoirs octroyés au président de la Vème République, la prise de pouvoir du Front national serait une catastrophe pour notre pays : préférence nationale et racisme d'État aggraveraient encore les fractures de notre société. Les plus fragiles de nos concitoyens seraient les plus touchés. La FSU ne peut l'envisager.

Contrairement à un affichage anti-système, là où il est en responsabilité, le Front national déploie une organisation clientéliste et discriminatoire. Il dit parler «au nom du peuple» et des «petits», mais brise les solidarités en s'attaquant par exemple au milieu associatif et culturel. Pour réduire les impôts, il fragilise le service public. Et il n'hésite pas à exercer des pressions sur les agent-es, en utilisant honteusement les réseaux sociaux comme moyen d'intimidation.

Mais lutter contre les idées d'extrême droite implique de lutter contre les inégalités et les injustices, les politiques libérales en œuvre qui font le lit de l'extrême-droite depuis des années. Il s'agit de les combattre et de faire avancer nos revendications.

Continuer sur la voie des politiques libérales ne fera qu'aggraver le chômage et la précarité, fragiliser les services publics et la protection sociale, amenuiser l'égalité de toutes et tous face aux droits élémentaires, renforcer les inégalités sociales...

La FSU porte et continue de porter des propositions alternatives pour une société plus juste et plus solidaire : partage du temps de travail, autre répartition des richesses et réforme fiscale, mesures pour une transition écologique pour préparer l'avenir, renforcement des services publics et de la protection sociale pour lutter contre les inégalités, réussite scolaire et élévation d'un niveau de qualification pour tous les jeunes … Elle les portera également lors de la campagne des élections législatives et au-delà.

C'est cette orientation qu'elle continuera de porter et de défendre avec les personnels. Elle construira, chaque fois que nécessaire, avec les salariés, les mobilisations dans l'unité la plus large.

La FSU s'y emploie dès aujourd'hui en appelant à faire du 1er mai un grand rassemblement revendicatif, dans l'unité la plus large, pour une société plus juste, plus égalitaire et plus solidaire, et pour dénoncer l'idéologie du Front National présent au second tour des élections.

Le vote Front national n'est pas la solution pour répondre aux crises et difficultés que connaît notre société. Nous sommes toutes et tous concerné-es. Pas de vote pour le Front national !